

La crise et le développement après la crise: Défense des droits civiques et sociaux en Russie

Alexandre Buzgalin*

La Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Alternatives ont organisé un séminaire à Moscou, le 28 juin 2010, à l'Institut de l'information scientifique sur les sciences humaines (l'INION) de l'Académie des Sciences de Russie. Il faisait suite à celui organisé le 9 octobre 2009 à Paris dans le cadre d'un partenariat débuté en 2007.

En lien, le dossier consacré à ce colloque : <http://www.jean-jaures.org/Soutien-a-la-democratie-dans-le-monde/CEI-Caucase/Russie-puissance-mondiale-puissance-democratique>

Le thème choisi, « Défense des droits civiques et sociaux en Russie », est au cœur de beaucoup de problématiques évoquées dans les débats intellectuels russes actuels. Celles-ci sont plus particulièrement mises en lumière en cette période de crise que dans la phase de forte croissance économique qui l'a précédée et font écho à l'actualité internationale du problème.

Le but essentiel de ce séminaire était de montrer les potentialités très importantes de la société civile russe dans le domaine de la défense des droits sociaux et civiques, défense indispensable pour surmonter la crise de façon créatrice, productive et donc pérenne.

En période de crise, soutenir le rôle capital des différents droits et la nécessité de n'en lâcher aucun est important de façon générale mais cela devient vital dans la société russe particulièrement, en raison de la fragilité d'une histoire démocratique encore récente. En effet, au delà même des entraves traditionnelles aux libertés, du manque de traditions démocratiques (en particulier dans les régions), le pessimisme est de rigueur et la foi dans les qualités et le pouvoir de changement individuelles et collectives des acteurs sociaux se dégrade très vite.

A cela, faut-il ajouter que les pouvoirs économiques et politiques ont souvent tout intérêt à ce que se délitent les maigres avancées obtenues ces dernières années.

C'est pourquoi cette initiative des deux fondations a suscité l'intérêt d'intellectuels reconnus et des militants des mouvements sociaux.

Le travail des participants a notamment consisté à produire :

- des analyses comparatives des « programmes anti-crise » proposés d'une part par les gouvernements et d'autre part par les ONG et les experts indépendants afin de mesurer leur aspect social, humanitaire et écologique ;
- des informations sur l'état actuel du fonctionnement des ONG et des mouvements sociaux conditionné par la spécificité d'une nouvelle période – celle de la crise et des débuts de sa résorption ;
- l'analyse des spécificités des acteurs sociaux de la société civile russe en portant surtout attention à l'état et au niveau de leur activité dans les régions ;
- des arguments en faveur d'une nécessité urgente de l'unité des luttes pour les droits sociaux et civiques ;

- les leçons des nombreuses mais très disparates expériences historiques des acteurs de la société civile dans le domaine de la défense des droits sociaux et des valeurs démocratiques.

Les participants ont considéré que les buts et les tâches essentielles du séminaire avaient pu être réalisés en grande partie. Ils ont déjà apprécié que celui-ci ait pu – malgré les difficultés - attirer des intellectuels et des acteurs de terrain aux profils variés et issus de Républiques lointaines : des représentants des institutions scientifiques connues (l'INION, l'Institut de l'économie de l'Académie des Sciences de Russie, l'Université Lomonossov de Moscou, l'Université d'Etat de St-Petersbourg, l'Université d'Etat de Tomsk etc.), des spécialistes éminents de Sibérie, de l'Oural, du sud et du centre de la Russie, des invités du Canada et de la Chine, au total 50 personnes venant de 17 villes. Ont bien entendu participé activement des ONG et des mouvements sociaux, notamment des mouvements sociaux panrusse, « Les Alternatives », « L'Education pour tous » du réseau « L'Union des conseils de coordination » qui réunit les ONG et les mouvements locaux, etc.

Lors du séminaire, une place particulière a été réservée aux militants d'organisations de jeunesse et d'étudiants.

Les débats ont été riches et vifs, notamment en ce qui concerne :

- L'analyse des mesures de résorption de la crise proposées par les gouvernements des pays différents et leurs premiers résultats. Dans leurs interventions, les experts de l'Institut de l'économie de l'Académie des Sciences de Russie et de l'Université de Moscou d'un côté, et les militants des ONG de province de l'autre, ont montré dans le cas de la Russie que la mise en oeuvre des mesures anti-crise du gouvernement a accéléré une augmentation des inégalités sociales : celle-ci s'est exprimée notamment en multipliant par deux le nombre des personnes les plus riches, par l'accroissement du nombre des pauvres et la réduction d'une soi-disante classe moyenne. D'après les participants au séminaire, les différents chiffres sur le plan national et local démontrent bien que la plupart des mesures gouvernementales en Russie ont une orientation antisociale, aggravée dans leurs mises en oeuvre sur le plan local et que cette politique soi-disant anti-crise débouche en outre sur la violation de fait des droits sociaux de la majorité des citoyens.
- La mise en commun des informations de terrain a montré qu'en Russie ainsi qu'en Europe en général, la crise a provoqué une reprise de l'activité des mouvements sociaux et des ONG. Par exemple, les mouvements initiés tout à la fois par des citoyens, des travailleurs et des syndicats de l'éducation ont été parmi les plus actifs. Pour les premiers, qui se mobilisent sur le terrain, les mesures politiques représentent en fait une réforme « asociale » brutale, privatisant les infrastructures communales, organisant des violations des normes écologiques, culturelles et autres avec la politique urbaine en cours.
- Les seconds, eux, se dressent contre les volontés de privatiser pas à pas l'éducation supérieure et de commercialiser l'éducation secondaire.
- Les participants au séminaire prouvaient ainsi, selon eux, exemples théoriques et pratiques à l'appui, qu'une pareille politique va à l'encontre des nécessités de développer la justice sociale. Cette justice sociale qu'ils revendiquent – à l'instar de leurs collègues étrangers progressistes – et qui, « dans l'économie moderne d'innovations, ne freine pas, mais, au contraire, accélère le développement des capacités créatrices des salariés et augmente l'efficacité économique nécessaire ».

- Les participants au séminaire, en particulier les militants des organisations et des mouvements sociaux, ont exprimé un grand intérêt envers les analyses des expériences historiques de l'auto-organisation et de l'autogestion en Russie et à l'étranger. Cette dimension et cet intérêt avaient d'ailleurs été abordés au séminaire de Paris d'octobre 2009 et avait suscité l'étonnement des experts français, en raison des exemples rapportés et du « manque d'actualité » de ce sujet dans la réflexion française, en tous les cas sous ce vocable !
- Pour les participants du séminaire de Moscou, ce qui leur est apparu particulièrement intéressant et fécond pour leurs réflexions futures a été l'analyse des succès mais aussi des contradictions des actions initiées par des organes d'autogestion dans les entreprises et dans les quartiers, des « centres résidentiels de jeunesse », des organisations soi-disant « non-formelles » de l'époque de la Perestroïka.

Pour les initiateurs de cette rencontre, il était important de démontrer – par des exemples - qu'en Russie la lutte pour la défense des droits civiques et des valeurs démocratiques doit toujours accompagner celle des droits sociaux et vice-versa. Leur unité et leur articulation a plus d'importance en Russie, car tous les droits, les uns et les autres, sont très récents et ne sont pas entièrement réalisés notamment dans les régions les plus éloignées de la capitale, où l'arbitraire se drape dans les soit-disant contraintes économiques .

A la fin du séminaire, ses participants ont ébauché une série d'initiatives sociales et civiles concertées visant à développer la coordination des activités des ONG et mouvements sociaux différents pour tenter d'augmenter leur efficacité et leur exemplarité. Les intellectuels qui participaient au séminaire ont particulièrement apprécié les analyses des expériences pratiques de la société civile contemporaine qui rejoignent leurs aspirations.

Les comptes-rendus du séminaire seront publiés dans des revues universitaires et ses actes feront l'objet d'une publication.

*Alexandre Buzgalin
Président du comité d'organisation du séminaire
Président de la Fondation Les Alternatives